

## MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

# CCAP

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

---

Référence de la consultation : SU\_2025\_DA\_MIPS\_ML

**Pouvoir Adjudicateur : SORBONNE UNIVERSITÉ**

Représenté par :

La Présidente de Sorbonne Université

Siège social : 21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats – Service Achat Travaux  
1 rue Victor Cousin – 75230 Paris CEDEX 5

Objet de l'accord-cadre :

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE PLOMBERIE SANITAIRE DES SITES  
FRANCILIENS DE SORBONNE UNIVERSITE**

***Choix de la procédure :***

Accord-cadre passé en application des articles L.2120-1 3°, L.2125-1 1°, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 du code de la commande publique selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

## Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.1 - Champ d'application .....	4
1.2 - Descriptions techniques des prestations attendues .....	4
1.3 - Codes CPV .....	4
1.4 - Allotissement.....	4
1.5 - Variantes .....	5
ARTICLE 2 - TECHNIQUE D'ACHAT - FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	6
2.1 - Procédure .....	6
2.2 - Forme de l'accord-cadre .....	6
ARTICLE 3 - DURÉE ET RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE .....	6
3.1 - Durée .....	6
3.2 - Reconduction .....	7
ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES .....	7
ARTICLE 5 - MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE - AVENANTS .....	8
5.1 - Modalités de modification des contrats en cours d'exécution .....	8
5.2 - Evolution de la réglementation .....	8
ARTICLE 6 - PRESTATIONS SIMILAIRES - EXCLUSIVITÉ .....	8
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES .....	8
7.1 - Forme des notifications et informations .....	8
7.2 - Représentation des parties.....	9
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	10
8.1 - Obligation de résultat .....	10
8.2 - Protection de la main d'œuvre .....	10
8.3 - Responsabilité du Titulaire .....	11
8.4 - Plan de prévention.....	11
8.5 - Qualifications professionnelles .....	11
8.6 - Liste nominative du personnel .....	11
8.7 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	11
8.8 - Impartialité .....	12
8.9 - Déontologie et transparence.....	12
8.10 - Devoir du Titulaire en terme d'éthique .....	12
8.11 - Devoir de conseil et d'information .....	13
8.12 - Moyens mis à disposition du Titulaire .....	13
8.13 - Protection de l'environnement et développement durable .....	13
8.14 - Relevé de données .....	13
8.15 - Prise en compte des évolutions du périmètre.....	13
8.16 - Horaires d'intervention sur site.....	14
8.17 Fourniture des pièces détachées .....	14
ARTICLE 9 - MODALITÉS ET DÉTERMINATIONS DES PRIX .....	14
9.1 - Contenu des prix .....	14
9.2 - Révision des prix .....	15

9.3 - Notification des prix révisés .....	15
9.4 - Clause butoir .....	16
9.5 - Clause de sauvegarde .....	16
ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	16
10.1 – Présentation des factures .....	16
10.2 - Facture électronique .....	16
10.3 - Retenue de garantie .....	18
10.4 - Avance.....	18
10.5 - Régime des paiements.....	18
ARTICLE 11 - PÉNALITÉS .....	18
11.1 - PÉNALITÉS DE RETARD .....	19
11.2 - MANQUEMENTS CONSTATÉS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	20
11.3 - PÉNALITÉS POUR INDISPONIBILITÉ .....	21
11.4 - OPPOSITION À LA RÉQUISITION .....	22
11.5 - NON-RESPECT DE LA LÉGISLATION ET DU RÈGLEMENT .....	22
ARTICLE 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET GARANTIE .....	22
12.1 Émission des bons de commande (engagements juridiques) .....	22
12.2 Changement de produits .....	22
ARTICLE 13 - VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS - GARANTIES .....	22
13.1 Opération de contrôle et de vérification .....	22
13.2 - Garantie des prestations .....	23
13.3 - Garantie de continuité de service .....	23
ARTICLE 14 - ASSURANCE .....	24
14.1 – Assurances de la responsabilité et des risques annexes .....	24
14.2 – Autres assurances individuelles .....	24
14.3 – Franchises .....	24
ARTICLE 15 - REVERSIBILITÉ DU CONTRAT .....	24
ARTICLE 16 - RÉSILIATION .....	25
ARTICLE 17 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	26
ARTICLE 18 - CAS DE FORCE MAJEURE ET CONTINUITE DE SERVICE PUBLIC .....	26
ARTICLE 19 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....	26
ARTICLE 20 - CESSION OU NANTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....	26
ARTICLE 21 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	27
ARTICLE 22 - DIFFERENDS .....	27
ARTICLE 23 - DROIT, LANGUE .....	27
ARTICLE 24 - DÉROGATIONS .....	27
ANNEXE 1 AU CCAP– FICHE DE CONTACTS .....	28

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

### 1.1 - Champ d'application

Le présent accord-cadre est un marché de prestations de services avec obligation de résultats, pour la maintenance (préventive et corrective) des installations de plomberie sanitaire des sites franciliens de Sorbonne Université, établissements recevant du public. Ces prestations concernent 22 sites de Sorbonne Université.

L'ensemble des installations est susceptible d'évoluer en cours d'exécution du marché car la nature et le type de matériel faisant l'objet du présent marché pourront être élargis ou restreints compte tenu des exigences de l'exploitation de l'ensemble des bâtiments de Sorbonne Université, répartis sur plusieurs sites.

Les sites pourront être également modifiés en plus, comme en moins durant la période du contrat.

Le dernier article du présent document indique, le cas échéant, la liste récapitulative des articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé.

### 1.2 - Descriptions techniques des prestations attendues

Les prescriptions techniques des prestations objet de l'accord-cadre sont présentées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.3 - Codes CPV

50 700000-2 - Service de réparation et entretien d'installations de bâtiments

50 712000-9 – Services de réparation et d'entretien d'installations mécaniques de bâtiment

### 1.4 - Allotissement

Ce marché est décomposé en 2 lots :

Ce marché est réparti en **deux lots juridiques et techniques distincts**, couvrant plusieurs sites de **Sorbonne Université** :

N°	Lots
1	Maintenance des installations de plomberie sanitaire des campus Pierre et Marie Curie, de l'IHP, de Saint-Cyr l'Ecole & de l'Aquafutura
2	Maintenance des installations de plomberie sanitaire du campus des Cordeliers, des sites de la Faculté des Lettres & des sites de la Faculté de Santé

Lot 1 : Maintenance des installations de plomberie sanitaire des campus Pierre et Marie Curie, de l'IHP, de Saint-Cyr l'Ecole & de l'Aquafutura

N°	CODE	Sites / Bâtiments	Adresse	Surface (m²)
1	PMC	Campus Pierre et Marie Curie (Jussieu)	4 place Jussieu – 75005 PARIS	325555
2	IHP	Institut Henri Poincaré	11 rue Pierre et Marie Curie – 75005 PARIS	5998
3	CSC	Saint-Cyr l'Ecole	2 place de la Gare de ceinture – 78210 SAINT-CYR-L'ECOLE	6851

4	AQA	Aquafutura (site Ivry)	33 avenue Jean Jaurès – 94200 IVRY SUR SEINE	1000
---	-----	------------------------	---	------

Lot 2 : Maintenance des installations de plomberie sanitaire du campus des Cordeliers, des sites de la Faculté des Lettres & des sites de la Faculté de Santé

N°	CODE	Sites / Bâtiments	Adresse	Surface (m²)
1	COR	Campus des Cordeliers	15 rue de l'École de Médecine, 75006 Paris	21805
2	SLA	Centre d'Études Slaves	9 rue Michelet, 75006 Paris	843
3	MAL	Campus Malesherbes	108 boulevard Malesherbes, 75017 Paris	11184
4	SOR1	Campus de la Sorbonne	54, rue Saint-Jacques 75005 PARIS	11141
5	SOR2-SOR3	Campus de la Sorbonne (annexe)	11 et 15 rue Cujas, 75005 Paris	251
6	SOR4	Centre Champollion	18 et 18 bis, rue de la Sorbonne 75005 Paris	2 200
7	CAT	Centre d'Études Catalanes (CEC)	9 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris	533
8	IAA	Institut d'Art et Archéologie (IAA)	3 rue Michelet, 75006 Paris	6851
9	IEH	Institut d'Études Hispaniques (IEH)	31 rue Gay Lussac, 75005 Paris	1343
10	CEL	CELSA	77 rue de Villiers, 92200 Neuilly- sur-Seine	2950
11	ISP1	ESPE Molitor	10 rue Molitor, 75016 Paris	12423
12	ISP2	ESPE Batignolles	56 boulevard des Batignolles, 75017 Paris	7228
13	ISP3	ESPE annexe Boursault	29 rue Boursault, 75017 Paris	1205
14	MDR	Maison de la Recherche	28 rue Serpente, 75006 Paris	5940
15	IGE	Institut de géographie	191, rue Saint-Jacques, 75005 Paris	606
16	FOI	Campus Charles Foix	7 avenue de la République, 94200 Ivry-sur-Seine	3026
17	PSA	Campus Pitié-Salpêtrière	91 & 105 boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris	25797
18	SAN	Campus Saint-Antoine (Bâtiment SUD & IGH)	21-27 rue de Chaligny, 75012 Paris	1653

## 1.5 - Variantes

### 1.5.1 - Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Conformément à l'article R.2151-8 du code de la commande publique, les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

## 1.5.2 - Variante obligatoire à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur (ancienne prestation supplémentaire éventuelle)

Sans objet.

## ARTICLE 2 - TECHNIQUE D'ACHAT - FORME DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 - Procédure

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L.2120-1 3°, L.2125-1 1°, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 du code de la commande publique.

### 2.2 - Forme de l'accord-cadre

Conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique, le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire « composite » fixant toutes les stipulations contractuelles sans montant minimum.

L'accord-cadre comprend 2 parties :

Une partie **forfaitaire** par application du prix global et forfaitaire pour les prestations :

- de permanence sur site, d'inventaires, de travail d'astreinte et d'accès à la plateforme téléphonique et de maintenance préventive et de maintenance corrective sur les équipements (incluant les pièces détachées, les recharges de maintenance, les déplacements et la main d'œuvre) exclusivement pour le Campus Pierre et Marie Curie de la Faculté des Sciences et Ingénierie pour le lot 1. Pour les maintenances préventive et corrective, doivent être incluses les pièces détachées dont le montant unitaire d'achat, toutes remises déduites, est inférieur ou égal à 300 € HT hors main d'œuvre sur ce site.
- de travail d'astreinte et d'accès à la plateforme téléphonique pour le reste des sites du lot 1
- d'inventaires, de travail en astreinte et d'accès à la plateforme téléphonique pour le lot 2.

Une partie à **bons de commande** pour les prestations :

- de maintenance corrective et préventive exclusivement pour le Campus Pierre et Marie Curie de la Faculté des Sciences et Ingénierie pour le lot 1, pour les pièces détachées dont le montant unitaire d'achat, toutes remises déduites, est supérieur à 300 € HT hors main d'œuvre, sur les équipements (incluant les pièces détachées, les recharges de maintenance). Le Titulaire est réputé employer son personnel localisé sur site pour réaliser les prestations. La main d'œuvre est incluse dans les prestations forfaitaires de ce site.
- de maintenance corrective pour toutes les pièces détachées de l'ensemble des lots à l'exception du Campus Pierre et Marie Curie de la Faculté des Sciences et Ingénierie pour le lot 1.
- et les prestations annexes qui concernent tous les lots et sont référencés au BPU.

Les prestations exécutées sont facturées selon les prix fixés à l'annexe financière (DPGF) de l'acte d'engagement propre à chaque lot.

#### Montants maximum sur 4 ans de la partie à bons de commande

Lot 1 : 1 200 000€ HT

Lot 2 : 1 200 000€ HT

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure du besoin tout au long de la durée du marché.

## ARTICLE 3 - DURÉE ET RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 - Durée

L'accord-cadre a une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification.

### **3.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconductible une (1) fois par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, la décision du Pouvoir Adjudicateur interviendra au plus tard dans un délai de deux mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

Le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction (article R.2112-4 du code de la commande publique).

Les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction, le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

Le démarrage des prestations s'effectue à la notification du marché ou de la décision de reconduction au Titulaire.

### **ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

L'accord-cadre est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTR1) propre à chaque lot, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, gérées par modification de l'accord-cadre (avenant) et/ou par mise au point de l'accord-cadre ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;
- le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et son annexe (1) :
  - Annexe 1 Fiche de contacts
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes (9) :
  - Annexe 1 Tableau récapitulatif des prestations par site
  - Annexe 2.1 Liste des disconnecteurs et clapets antipollution – Campus Pierre & Marie Curie
  - Annexe 2.2 Liste des matériels – Campus Pierre & Marie Curie
  - Annexe 2.3 Liste des pompes de relevage et neutralisateurs – Campus Pierre & Marie Curie
  - Annexe 2.4 Plans de synthèse des réseaux primaires – Campus Pierre & Marie Curie
  - Annexe 2.5 Récupération des eaux pluviales – Secteur EST – Campus Pierre & Marie Curie
  - Annexe 2.6 Schéma de raccordement à l'égout – Campus Pierre & Marie Curie
  - Annexe 2.7 Gammes de maintenance – Campus Pierre & Marie Curie
  - Annexe 2.8 Liste des surpresseurs – Campus Pierre & Marie Curie
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, CCAG/FCS 2021, issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1er avril 2021. Le candidat déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier
- l'offre technique et financière du Titulaire ;
- les réponses aux questions survenues lors de la phase d'analyse des offres ;
- l'attestation de visite, le cas échéant.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre ou elles sont énumérées ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux, conservés par Sorbonne Université font foi. Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

## **ARTICLE 5 - MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE - AVENANTS**

### **5.1 - Modalités de modification des contrats en cours d'exécution**

Toute modification de l'accord-cadre fera l'objet de la passation d'un avenant.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter toutes modifications à l'accord-cadre et à l'étendue des prestations, de manière à adapter en permanence l'accord-cadre au besoin de Sorbonne Université, d'assurer la sécurité du public et des travailleurs et d'assurer la continuité du service public. Tout ajout ou changement relatif à la nature et à l'étendue des prestations fera l'objet d'un avenant dans le respect de la réglementation en vigueur au moment desdits changements conformément aux articles L.2194-1 du code de la commande publique.

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur Sorbonne Université.

### **5.2 - Evolution de la réglementation**

Par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le Titulaire.

Le Titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

## **ARTICLE 6 - PRESTATIONS SIMILAIRES - EXCLUSIVITÉ**

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du marché.

Sorbonne Université se réserve le droit de se fournir en pièces détachées et/ou en matériels auprès d'un autre prestataire que le Titulaire quel que soit le montant du devis relatif à la fourniture de pièces détachées et/ou de matériels produit par le Titulaire pour des besoins occasionnels, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 40 000 € HT. Auquel cas, le Titulaire du présent marché pourrait avoir à sa charge l'installation de ces pièces et/ou de ces matériels et leur maintenance au tarif indiqué dans le BPU.

## **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES**

### **7.1 - Forme des notifications et informations**

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Pouvoir Adjudicateur prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Echanges dématérialisés par courriel avec accusé de réception retourné obligatoirement par le Titulaire du marché.

Pour la notification de pièces administratives, les courriels expédiés par Sorbonne Université proviendront exclusivement de la direction des achats (DA) et de la direction patrimoine et logistique (DPL) de Sorbonne Université (SU). Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de notifier les actes, décisions ou informations qui font courir un délai par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'acte d'engagement précise l'adresse mail ainsi que l'adresse postale du Titulaire pour les notifications. En cas de changement durant l'exécution du marché, il appartient au Titulaire de communiquer au Pouvoir Adjudicateur sa nouvelle adresse mail ainsi que sa nouvelle adresse postale auxquelles devront être effectuées les communications.

## **7.2 - Représentation des parties**

### **7.2.1 - Représentation du Pouvoir Adjudicateur**

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une personne du service chargée de l'exécution et une personne de la Direction des Achats (DA), habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

### **7.2.2 - Représentation du Titulaire**

Dans un délai de 15 jours suivant la date de notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter auprès du Pouvoir Adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

En cours d'exécution, le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre, notamment en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

## **7.3 - Cotraitance**

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente procédure.

En vertu de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, si le marché est attribué à un groupement conjoint, il est demandé que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

## **7.4 - Sous-traitance**

Les dispositions prévues aux articles R.2193-1 à 2193-16 du code de la commande publique, prises en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance sont seules applicables.

Le Titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par le Pouvoir Adjudicateur.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir Adjudicateur.

Pour toute demande d'agrément d'un sous-traitant, le candidat fournit au Pouvoir Adjudicateur les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le Titulaire du marché et son sous-traitant ;
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC) ;

- Déterminer la (les) prestation(s) concernée(s) et leur(s) montant(s) ;
- Les documents et renseignements de candidature demandés au Titulaire, formulaire DC2 accompagné des attestations correspondantes (à l'exception du DC1).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre et par application de pénalités.

L'entreprise indique, lors de la demande d'agrément la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

## **ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **8.1 - Obligation de résultat**

Le présent accord-cadre est assorti d'une obligation générale de résultat pour l'ensemble des prestations. Le Titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le Titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer aux stipulations du présent CCAP et du CCTP ;
- Informer, conseiller et mettre en garde : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à communiquer toutes les informations concernant l'exécution de l'accord-cadre et à répondre aux demandes de renseignements émanant du Pouvoir Adjudicateur ;
- Demander à l'acheteur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas où le Titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCAP, le Pouvoir Adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités et/ou indemnités telles que prévues à l'article 11 du présent CCAP ou de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 16 du présent CCAP.

### **8.2 - Protection de la main d'œuvre**

Le Titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale). Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante : <http://www.eattestations.fr>. Pour ce faire, le Titulaire s'engage à fournir à Sorbonne Université une adresse mail valide pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Si le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par chaque membre du groupement.

Le Titulaire remet également au Pouvoir Adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le Titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le Pouvoir Adjudicateur pourra soit appliquer la pénalité prévue à l'article 11 du présent CCAP soit résilier l'accord-cadre, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP.

### **8.3 - Responsabilité du Titulaire**

Le Titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans la limite de ses obligations contractuelles :

- A son personnel ou à des tiers ;
- A ses biens, à ceux du Pouvoir Adjudicateur ou à ceux des tiers.

### **8.4 - Plan de prévention**

Le Titulaire devra fournir au représentant du Pouvoir Adjudicateur (responsable et correspondants des sites) le plan de prévention conforme aux informations et format transmis par le Pouvoir Adjudicateur.

### **8.5 - Qualifications professionnelles**

Le Titulaire doit disposer des qualifications professionnelles adaptées aux équipements et à la réglementation. Le Titulaire doit s'assurer que ses personnels possèdent une formation suffisante leur permettant de connaître et de mettre en application les prescriptions de sécurité à respecter pour réduire les risques de mise en danger. Il doit, le cas échéant, organiser au bénéfice des personnels concernés la formation complémentaire rendue nécessaire notamment par une connaissance insuffisante desdites prescriptions.

Le Titulaire devra à tout moment pouvoir justifier auprès du Pouvoir Adjudicateur de la compétence de son personnel agissant dans le cadre de ses interventions. En cas de manquement à cette obligation, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire intervenir un personnel compétent et spécialisé aux frais et risques du Titulaire. Ce dernier doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité, et celles particulières des sites concernés de Sorbonne Université et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés.

### **8.6 - Liste nominative du personnel**

Une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux sera établie et fournie par le Titulaire. Le Titulaire devra certifier que toutes les personnes qu'il emploie pour réaliser les prestations sur les sites se conforment aux dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Le Titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative et à la transmettre au Pouvoir Adjudicateur. Elle sera également jointe au rapport annuel de maintenance.

### **8.7 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel**

Le Titulaire s'engage à respecter son obligation de confidentialité et la protection des données à caractère personnel dans les conditions décrites aux articles 5.1 à 5.4 du CCAG-FCS.

#### **8.7.1 - Obligation de confidentialité**

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Pouvoir Adjudicateur, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués au public ou à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du Pouvoir Adjudicateur, selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par le Pouvoir Adjudicateur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

### **8.7.2 - Protection des données à caractère personnel**

A l'occasion de l'exécution du présent accord cadre, le Titulaire est susceptible d'avoir accès à certaines données à caractère personnel. Dans cette hypothèse il doit être fait application de la réglementation relative aux traitements des données à caractère personnel et notamment du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit « Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) », ainsi que de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

Conformément à ces dispositions, le Titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver les informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers.

En cas de violation de ces dispositions par le Titulaire, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit par le Pouvoir Adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le Titulaire au titre du présent article.

### **8.8 - Impartialité**

Le Titulaire s'engage pendant toute la durée de l'accord-cadre à n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance, avec toute société, notamment celles susceptibles d'effectuer des prestations de maintenance, travaux ou contrôles périodiques, vérifications ou diagnostics.

### **8.9 - Déontologie et transparence**

Conformément aux dispositifs de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite loi « Sapin II » en date du 9 décembre 2016, Sorbonne Université entend prévenir et bannir de manière effective la corruption.

A ce titre, dans le cadre de ses relations contractuelles, Sorbonne Université et ses cocontractants se doivent d'adopter un comportement exemplaire et adapté aux exigences fixées par la loi.

La corruption active ou passive, le conflit d'intérêt et le trafic d'influence sont prohibés. Les cocontractants de Sorbonne Université ne doivent pas commettre d'actes de corruption et ne doivent pas utiliser d'intermédiaires tels que des agents publics dans le but de commettre de tels actes. Les infractions précitées sont passibles de sanctions pénales et administratives prévues par les textes (cf. loi « Sapin II » pour les sanctions administratives et Code Pénal).

Toute relation entre Sorbonne Université et ses cocontractants doit être transparente et soumise à une autorisation préalable de la hiérarchie, le cas échéant, conformément à la réglementation en vigueur.

### **8.10 - Devoir du Titulaire en terme d'éthique**

Le Titulaire déclare et garantit à Sorbonne Université avoir respecté, lors des six années précédant la signature du contrat, les normes de droit international et du droit national applicables au présent contrat, relatives :

- (i) aux droits fondamentaux de la personne humaine, notamment l'interdiction
  - (a) de recourir au travail des enfants et à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire ;
  - (b) de procéder à toute forme de discrimination au sein de son entreprise ou à l'égard de ses fournisseurs ou sous-traitants ;
- (ii) aux embargos, trafics d'armes et de stupéfiants et au terrorisme ;
- (iii) aux échanges commerciaux, licences d'importations et d'exportations et aux douanes ;
- (iv) à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ; (v) au travail, à l'immigration, à l'interdiction du travail clandestin ;
- (vi) à la protection de l'environnement ;

(vii) aux infractions économiques, notamment la corruption, la fraude, le trafic d'influence (ou infraction équivalente dans le droit national applicable à la présente Commande), l'escroquerie, le vol, l'abus de bien social, la contrefaçon, le faux et usage de faux, et toute infraction connexe ;  
(viii) à la lutte contre le blanchiment d'argent ; (ix) au droit de la concurrence.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, le Titulaire s'engage à respecter, en son nom et pour le compte de ses fournisseurs et sous-traitants, ces mêmes normes.

Sorbonne Université se réserve le droit de solliciter du Titulaire la preuve qu'il s'est bien conformé aux prescriptions de la présente clause et de procéder ou de faire procéder à des audits.

En cas de violation des dispositions de la présente clause par le Titulaire, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit par le Pouvoir Adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Le Titulaire indemniserà Sorbonne Université de l'intégralité des coûts, pénalités, dommages et autres préjudices supportés par cette dernière, à raison de tout manquement par le Titulaire au présent article.

#### **8.11 - Devoir de conseil et d'information**

Le Titulaire a un devoir de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect des règles de l'art.

Le Titulaire se devra d'informer le Pouvoir Adjudicateur en cas de perte d'un agrément, d'une certification ou d'une autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet du présent accord-cadre.

De manière générale, le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement susceptible d'avoir un impact sur la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

#### **8.12 - Moyens mis à disposition du Titulaire**

Sur chaque site, un local pourra être mis à disposition du Titulaire. En l'absence de local, le responsable de site indiquera les voies d'accès aux sanitaires.

Le Titulaire a accès, dans les locaux aux plans concernant les équipements techniques objet du présent accord-cadre lorsque cela est possible.

#### **8.13 - Protection de l'environnement et développement durable**

Le Pouvoir Adjudicateur, dans le cadre de sa politique de développement durable souhaite que le Titulaire adopte une conduite vertueuse en matière de protection de l'environnement.

Le Titulaire retenu s'engage à mettre en œuvre toutes les dispositions utiles pour atteindre les performances en matière de protection de l'environnement qu'il a déclarées dans son offre.

#### **8.14 - Relevé de données**

Conformément aux dispositions du CCTP le Titulaire fournit l'ensemble des livrables demandés dans les délais mentionnés.

En cas de retard dans la communication des documents, le Titulaire peut encourir des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

#### **8.15 - Prise en compte des évolutions du périmètre**

##### **8.15.1 - Retrait des équipements et de site**

Le Pouvoir Adjudicateur signalera par écrit au Titulaire de l'accord-cadre, tout retrait des équipements. Les conditions de retrait de ces équipements sont fixées par avenant.

Les prestations à redevance forfaitaire, relatives aux équipements supprimés, seront facturées au prorata du nombre de mois d'appartenance desdits équipements.

Le Titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait, sans l'accord écrit du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Toute suppression ou ajout d'un site s'effectue par acte modificatif (avenant).

### **8.15.2 - Démarrage en différé et ajout d'un nouvel équipement non prévu**

#### **a) Démarrage en différé**

Des équipements pourront être intégrés en cours d'exécution. Le début des prestations pour ces équipements sera signifié au prestataire par écrit.

Le Titulaire est tenu de chiffrer ces équipements. Les paiements seront alors réalisés au prorata des mois restants.

#### **b) Ajout en cours d'exécution d'un nouvel équipement non prévu**

De nouveaux équipements sont susceptibles d'être intégrés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont signalés par écrit au Titulaire. Les conditions d'ajout de ces équipements seront fixées par modification de l'accord-cadre (avenant) envoyé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur au Titulaire.

### **8.16 - Horaires d'intervention sur site**

Le Titulaire est informé que les conditions d'accès aux différents bâtiments peuvent varier en fonction des sites. Les plages horaires étant parfois plus restreintes sur certains sites, le Titulaire sera informé de ces spécificités en début d'exécution de l'accord-cadre.

### **8.17 Fourniture des pièces détachées**

Tous les éléments constituant les matériels doivent être disponibles auprès du service après-vente du Titulaire pendant une durée minimale de 4 ans. A défaut de pouvoir respecter cette clause, le Titulaire aura mentionné dans son offre la durée minimale d'approvisionnement qu'il garantit.

## **ARTICLE 9 - MODALITÉS ET DÉTERMINATIONS DES PRIX**

### **9.1 - Contenu des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres.

L'accord cadre est traité à prix forfaitaire pour :

- de permanence sur site, d'inventaires, de travail d'astreinte et d'accès à la plateforme téléphonique et de maintenance préventive et de maintenance corrective sur les équipements (incluant les pièces détachées, les recharges de maintenance, les déplacements et la main d'œuvre) exclusivement pour le Campus Pierre et Marie Curie de la Faculté des Sciences et Ingénierie pour le lot 1. Pour les maintenances préventive et corrective, doivent être incluses les pièces détachées dont le montant unitaire d'achat, toutes remises déduites, est inférieur ou égal à 300 € HT hors main d'œuvre sur ce site.
- de travail d'astreinte et d'accès à la plateforme téléphonique pour le reste des sites du lot 1
- d'inventaires, de travail en astreinte et d'accès à la plateforme téléphonique pour le lot 2.

Les prestations exécutées sont facturées selon les prix fixés à l'annexe financière (DPGF) de l'acte d'engagement propre à chaque lot.

L'accord cadre est traité à prix unitaires pour les prestations :

- de maintenance corrective et préventive exclusivement pour le Campus Pierre et Marie Curie de la Faculté des Sciences et Ingénierie pour le lot 1, pour les pièces détachées dont le montant unitaire d'achat, toutes remises déduites, est supérieur à 300 € HT hors main d'œuvre, sur les équipements (incluant les pièces détachées, les recharges de maintenance). Le Titulaire est réputé employer son personnel localisé sur site pour réaliser les prestations. La main d'œuvre est incluse dans les prestations forfaitaires de ce site.
- de maintenance corrective pour toutes les pièces détachées de l'ensemble des lots à l'exception du Campus Pierre et Marie Curie de la Faculté des Sciences et Ingénierie pour le lot 1.
- Et les prestations annexes qui concernent tous les lots et sont référencés au BPU.

Ces prestations hors forfait sont rémunérées sur la base du Bordereau des Prix Unitaires y compris déplacements et la main d'œuvre joint à l'annexe de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

La visite des locaux étant obligatoire pour le lot 1 et recommandée pour le lot 2 avant la remise de l'offre, le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution de la prestation. Le Titulaire reconnaît avoir été informé que l'offre faite dans l'acte d'engagement comprend l'ensemble des éléments décrits au CCTP. En conséquence, le Titulaire ne pourra jamais prétendre que des erreurs ou omissions à l'acte d'engagement fassent l'objet de supplément de prix. Ainsi de par l'acceptation du présent accord-cadre, le Titulaire déclare avoir procédé avant tout commencement d'exécution des prestations, aux vérifications utiles pour évaluer l'importance des demandes. C'est d'après cette évaluation que les candidats ont proposé les différents prix.

## **9.2 - Révision des prix**

Les prix **restent fermes pour toute la première année d'exécution du marché pour la maintenance préventive et corrective.**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le Titulaire appelé mois d'établissement des prix Mo.

Ils sont révisibles annuellement. La révision interviendra sur demande du Titulaire, à chaque date d'anniversaire du marché par référence à l'indice mensuel des prix publié au bulletin Mensuel de statistique édité par l'INSEE. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = Po [ 0,8 (ICHTrev-TS_n / ICHTrev-TS_o) + 0,2 (IPEA_n/IPEA_o) ]$$

dans laquelle :

P est le prix actualisé

Po est le prix au mois Mo

ICHTrev-TS est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (identifiant INSEE : 001565183), consultable sur le site INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

ICHTrev-TS<sub>n</sub> est le dernier indice de référence connu au moment de la révision

ICHTrev-TS<sub>o</sub> est l'indice de référence au mois Mo

IPEA est l'indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments - Tous bâtiments - IPEA (CPF 43 hors 43.1) - Base 2021, consultable sur le site INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/011779960>

IPEA<sub>n</sub> est le dernier indice de référence connu au moment de la révision

IPEA<sub>o</sub> est l'indice de référence au mois Mo

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- Par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9 ;

## **9.3 - Notification des prix révisés**

La demande de révision des prix doit émaner du Titulaire du marché. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par lettre recommandée avec accusé de réception. La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Les prix révisés devront être communiqués à la Direction des Achats au minimum 2 mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre et ne feront pas l'objet d'un avenant. Les prix devront être validés par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur peut soit accepter la demande, soit demander au Titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au Titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

#### **9.4 - Clause butoir**

Le Pouvoir Adjudicateur admettra, lors de l'ajustement, une augmentation maximale des prix du Titulaire de 3 % par an. Si les prix des prestations venaient, lors des ajustements pratiques, à dépasser l'augmentation de 3% par an fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre.

#### **9.5 - Clause de sauvegarde**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de rejeter les nouveaux prix et de résilier sans indemnités la partie non exécutée des prestations, notamment lorsque l'augmentation constatée par rapport au prix initial du marché (en vigueur à la date d'établissement de l'offre initiale) dépasse un pourcentage de 3%.

### **ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

Le règlement de la facture s'effectuera **trimestriellement à terme échu** pour les prestations forfaitaires, et après réalisation complète des prestations prévues par bon de commande pour les prestations hors forfait.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

#### **10.1 – Présentation des factures**

Les factures correspondent aux prestations commandées.

Conformément aux dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-3 du code de la commande publique, le Titulaire du marché conclu avec Sorbonne Université, ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

#### **10.2 - Facture électronique**

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-5, une solution mutualisée « portail public de facturation » permet le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Les informations nécessaires au dépôt des factures par le Titulaire sur CHORUS PRO sont :

- SIRET : 13002338500011 (identifiant de Sorbonne Université en tant que destinataire de la facture)
- TVA : FR90130023385
- N° EJ : il s'agit du numéro de bon de commande que vous a communiqué le représentant du maître d'ouvrage désigné dans le marché.
- N° code service : ne rien inscrire dans cette case.

Pour toute information concernant la transmission des factures par voie dématérialisée, vous pouvez contacter :

- L'AIFE, par courriel, à l'adresse suivante :  
[ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)
- Le site « Communauté Chorus Pro », à l'adresse suivante :  
<https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le Titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- 1° Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2° Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
  - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
  - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- 3° Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Conformément aux dispositions de l'article D.2192-2 du code de la commande publique et sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L.2192-1 à L.2192-3 comportent les mentions suivantes :

- 1°- La date d'émission de la facture ;
  - 2°- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  - 3°- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  - 4°- Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
  - 5°- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
  - 6°- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
  - 7°- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ; 8°- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  - 9°- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - 10°- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
  - 11°- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
  - 12°- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- « Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- « Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

En outre et ce conformément aux dispositions de l'article R.2392-3 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission sous forme électronique.

En cas d'erreur sur la facture, le Pouvoir Adjudicateur la complètera éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 11 du CCAP, précomptées sur les sommes dues au Titulaire. Le montant de la somme à régler au Titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au Titulaire du marché pour réédition conforme.

### **10.3 - Retenue de garantie**

Le Titulaire est dispensé de retenue de garantie.

### **10.4 - Avance**

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 et R2191-15 à R2191-18 du code de la commande publique. Le taux de cette avance sera porté à 30% si l'attributaire du marché est une PME au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique.

Le remboursement des avances s'effectue dans les conditions de l'article R2191-11 du code de la commande publique.

### **10.5 - Régime des paiements**

Les sommes dues seront réglées dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la facture en application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, sous réserve de la conformité de la facture aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service comptabilité, dès lors que la facture a bien été présentée après admission des prestations comme précisé ci-dessus. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués au solde sont calculés sur le montant total du solde toutes taxes comprises.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération principale de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Avec le versement des intérêts moratoires, le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 fixe le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à quarante euros (40,00 €)

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à Sorbonne Université, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

## **ARTICLE 11 - PÉNALITÉS**

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

Les pénalités ne pourront être déduites des factures établies par le Titulaire mais feront l'objet d'une facture de pénalité distincte faisant mention des manquements constatés.

Le décompte des jours de retard s'effectue en jours calendaires. Les samedis, dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Les pénalités ci-dessous peuvent se cumuler mais leur montant total sera plafonné à 20 % du montant total de la DPGF.

Les montants des pénalités indiqués ci-après sont des montants hors taxes. Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

En cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de la résiliation.

### **11.1 - PÉNALITÉS DE RETARD**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités forfaitaires sans préavis ni mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 CCAG FCS, ce montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur informe sans délai, le Titulaire du marché, des pénalités susceptibles de lui être appliquées suite au constat de la prestation non exécutée dans les délais. Le Titulaire dispose de 72H00 pour exécuter la prestation. Passé ce délai, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

#### **11.1.1 - Retard dans l'exécution des prestations**

En cas de non-respect des délais d'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre, apprécié au regard des délais d'intervention stipulés au CCTP ou dans le bon de commande, le Titulaire encourt des pénalités dans les conditions suivantes :

<b>Manquements</b>	<b>Unité de calcul</b>	<b>Montant des pénalités</b>
Retard de remise en service dans le cas d'une installation	Par jour de retard et par installation ou dispositif concerné	200 € HT
Retard dans l'affichage de la disponibilité de l'installation	Par jour de retard et par installation ou dispositif concerné	100 € HT

#### **11.1.2 - Retards de transmission des documents prévus au marché**

Les pénalités suivantes sont prévues, par pièce écrite (hors retard dû par le Pouvoir Adjudicateur) dans la fourniture des documents suivants :

<b>Manquements</b>	<b>Unité de calcul</b>	<b>Montant des pénalités</b>
Retard de transmission du planning de la maintenance préventive selon le délai fixé au CCTP	Par jour calendaire de retard	100 € HT
Retard de transmission du plan de prévention selon le délai fixé au CCTP	Par jour calendaire de retard	100 € HT
Retard de transmission des devis en maintenance corrective	Par jour calendaire de retard	100 € HT
Retard de transmission des rapports de maintenance	Par jour calendaire de retard	100 € HT

Retard au-delà de 10 jours dans la transmission de l'inventaire initial ou mis à jour	Par semaine de retard	200€ HT
Retard au-delà de 10 jours dans la transmission des attestations d'assurance	Par document et par semaine	200 € HT

### 11.1.3 - Retard en période d'astreinte

Manquements	Unité de calcul	Montant des pénalités
Retard dans la remise en état des installations et des équipements	Par heure et par catégorie de délai (D1, D2, D3, D4)	50 € HT

## 11.2 - MANQUEMENTS CONSTATÉS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les pénalités suivantes sont également prévues :

### 11.2.1 - Défaut d'exécution des prestations prévues

Manquements	Unité de calcul	Montant des pénalités
Non-respect des dates de visite de maintenance préventive selon le calendrier validé	Par manquement et par installation du dispositif concerné	50 € HT par jour calendaire de retard et par site
Défaut d'exécution des prestations prévues dans le plan de maintenance	Par installation et par constat	200 € HT par manquement
Absence aux réunions	Par personne et par événement	100 € HT
Défaut de disponibilité des pièces	Par pièce et par site	100 € HT
Défaut de délivrance au personnel de la formation aux consignes de sécurité	Par personne et par constat	200 € HT
Défaut de mise à jour de la documentation technique	Par installation et par constat	200 € HT
Perte de clé / badge / média d'accès	Par unité	100 € HT
Manquement à une obligation de sécurité (plan de prévention, coordination SPS, registre obligatoire, signalisation, permis de feu, consignation...)	Par obligation	300 € HT

### 11.2.2 - Défaut de transmission des documents

Manquements	Unité de calcul	Montant des pénalités
Défaut de transmission des attestations exigées par le marché et par les dispositions applicables	Par manquement	500 € HT par mois

Défaut de transmission de la liste des personnels intervenants	Par site et par constat	200 € HT par manquement
Défaut de retour des documents remis par le PA	Par document et par site	1000 € HT
Défaut de remise des documents renseignés avec les données récoltées	Par document et par site	100 € HT
Défaut de mise à jour des qualifications personnel	Par document et par personne	100 € HT
Absence de régularisation de situation après mise en demeure	Par document	1000 € HT

### 11.3 - PÉNALITÉS POUR INDISPONIBILITÉ

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG – FCS, les pénalités encourues par le Titulaire pour cause d'indisponibilité des équipements sont les suivantes :

Pénalités pour indisponibilité	Pénalité forfaitaire en € HT
<b>Indisponibilité totale d'un bâtiment :</b> Tout fait imputable au prestataire mettant en jeu la sécurité des personnes, des animaux ou des biens, ou toute défaillance d'une installation technique objet du marché. Exemples : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Impliquant évacuation des utilisateurs du bâtiment ou l'interdiction d'accès ;</li> <li>- Ou ayant provoqué directement la mort de plusieurs animaux ou l'arrêt total du service de recherche pour répondre à la réglementation en vigueur</li> </ul>	200 € HT par heure entamée
<b>Indisponibilité partielle d'un bâtiment :</b> Tout fait imputable au prestataire rendant inaccessible ou inopérante une zone du bâtiment. Exemples : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Impliquant l'évacuation de la zone ;</li> <li>- Ou impliquant la re-planification des activités de recherche ;</li> <li>- Ayant provoqué directement la mort de plusieurs animaux</li> </ul>	100 € HT par heure entamée
<b>Indisponibilité totale d'une fonctionnalité :</b> Toute défaillance complète de l'une des fonctions techniques principales de l'alimentation en eau potable	100 € HT par heure entamée
<b>Indisponibilité partielle d'une fonctionnalité :</b> Toute défaillance complète d'une fonction technique secondaire. Exemple : traitement d'eau, etc.	50 € HT par jour entamée
<b>Défaut de fiabilité :</b> La récurrence des pannes d'équipements techniques donnera lieu à pénalité lorsque le nombre de constats dépasse 3 défauts sur une période de 30 jours consécutifs. Sont comptabilisés toutes les interruptions de fonctionnement, hors arrêts programmés pour la maintenance préventive.	200 € HT par panne au-delà de la 3 <sup>ème</sup>

Les indisponibilités provenant des mises à l'arrêt nécessaires dans le cadre des interventions de maintenance ne peuvent donner lieu à l'application de pénalités.

Nota : Sur le Campus Pierre et Marie CURIE, chaque barre du Gril d'Albert est considérée comme un bâtiment.

#### **11.4 - OPPOSITION À LA RÉQUISITION**

L'opposition du Titulaire à la réquisition de son personnel par le Pouvoir adjudicateur afin de faire face à une situation d'urgence fera l'objet des pénalités forfaitaires de 1000 € HT par refus et par personne.

#### **11.5 - NON-RESPECT DE LA LÉGISLATION ET DU RÈGLEMENT**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le Titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, se verra appliquer des pénalités égales à 10% du montant du marché, en tout état de cause dans la limite de l'amende pénale encourue pour l'infraction commise.

### **ARTICLE 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET GARANTIE**

#### **12.1 Émission des bons de commande (engagements juridiques)**

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, l'accord-cadre s'exécute au moyen d'engagements juridiques validés électroniquement par les responsables désignés par le Président de l'Université ou ses représentants. Les engagements juridiques (bon de commande) sont émis au fur et à mesure des besoins.

Les engagements juridiques peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de l'accord-cadre. Chaque engagement juridique est adressé par courriel ou par courrier. Dans ce dernier cas, le Titulaire vérifie que tout engagement juridique est bien une première commande et non une confirmation de courriel.

Nota : Le Titulaire s'engage à retourner un accusé de réception de la prestation commandée

Tout engagement juridique comporte les renseignements suivants : -

Le numéro de l'accord-cadre.

- L'identification de l'établissement.
- La désignation et l'adresse du service émetteur.
- La référence de l'engagement juridique.
- L'adresse précise de la facturation.
- La désignation exacte des prestations.
- Le prix déterminé dans les conditions fixées au bordereau de prix.
- La date d'émission du bon de commande. - Le nom du signataire électronique.

#### **12.2 Changement de produits**

Les livraisons et interventions doivent être conformes aux commandes. Dans le cas où le Titulaire serait soumis à une interruption de commercialisation ou d'une rupture de stock d'un produit référencé dans l'accord-cadre, il devra prévenir le Pouvoir Adjudicateur.

En cas de changement d'un article défini dans le cahier des charges, du fait d'un arrêt de commercialisation ou d'une rupture de stock, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre au Pouvoir Adjudicateur un produit de substitution, dans les conditions cumulables suivantes :

1. La qualité du produit devra être égale ou supérieure au produit concerné.
2. Le prix de vente du produit de substitution est inférieur ou égal au produit concerné, mais en aucun cas supérieur au prix défini au BPU.

### **ARTICLE 13 - VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS - GARANTIES**

#### **13.1 Opération de contrôle et de vérification**

Les opérations de vérification et de contrôle ont pour but de constater l'adéquation entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

a) Contrôle

Les vérifications seront effectuées par un ou plusieurs représentants du Pouvoir Adjudicateur.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- Le respect des exigences et l'atteinte des résultats définis au CCTP,
- La qualité des prestations exécutées,
- L'état des équipements et des locaux entretenus,
- La qualification et l'effectif du personnel de maintenance,
- La tenue à jour de la documentation technique.

b) Admission des prestations forfaitaires

L'admission des prestations forfaitaires peut intervenir

- A la suite des vérifications prévues au CCTP,
- A la suite de la remise des rapports idoines.

Lorsque l'ensemble de la documentation technique et de maintenance est à jour et accessible au représentant du Pouvoir Adjudicateur.

c) Admission des prestations hors forfait

L'admission des prestations hors forfait peut intervenir :

- A la suite des vérifications prévues au CCTP,
- Lorsque l'ensemble de la documentation technique et de maintenance est à jour et accessible au représentant du Pouvoir Adjudicateur.

d) Communication de la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, à l'issue des opérations de vérification, le représentant du Pouvoir Adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet. Si la prestation n'est pas conforme aux stipulations de l'accord-cadre ou du bon de commande, le représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est chargé de la certification du service fait.

### **13.2 - Garantie des prestations**

Conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au Pouvoir Adjudicateur.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG-FCS, cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le Pouvoir Adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le Pouvoir Adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### **13.3 - Garantie de continuité de service**

Afin de répondre à tout moment aux exigences de continuité et du bon fonctionnement du service, le Titulaire est tenu d'effectuer, les réparations et/ou remplacement de pièces, de matériels, d'équipements et/ou de dispositifs, immédiatement en cas de nécessité, ou à titre préventif, des équipements défectueux ou risquant de l'être.

De plus, le Titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de pallier le défaut de protection des bâtiments durant les temps d'intervention. Le défaut de protection est comblé, jusqu'au

retour à la normale, par la mise en place de matériels ou de mesures compensatoires restituant temporairement le niveau de sécurité réglementaire.

Enfin le Titulaire est également tenu de restituer les équipements vérifiés dans leur état normal de veille, prêts à bien fonctionner.

## **ARTICLE 14 - ASSURANCE**

Le Titulaire doit souscrire les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir Adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire doit justifier, dans un délai de cinq jours à compter de la demande, avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande.

Il est expressément entendu que la garantie s'applique aux conséquences dommageables de fautes professionnelles, d'erreurs, d'omissions, de négligences et d'insuffisance d'études commises par le Titulaire.

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 11 du présent CCAP. Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP si le Titulaire ne répond pas à la relance du Pouvoir Adjudicateur.

### **14.1 – Assurances de la responsabilité et des risques annexes**

Le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur et répond notamment des responsabilités et garanties prévues par le code civil qui découlent de son activité et couvrant tous les risques dont il pourrait être reconnu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut. Il justifie de la souscription de polices auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables qui comporte au minimum pour la responsabilité civile exploitation et travaux, les conditions suivantes :

- Dommages corporels : 4 000 000 €.
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : pour un montant minimal de 1 000 000 € (un millions d'euros) sans restrictions

### **14.2 – Autres assurances individuelles**

Le Titulaire déclare être titulaire en outre des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et de Sorbonne Université, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et /ou matériels, survenant pendant ou après les prestations.

### **14.3 – Franchises**

Les franchises applicables en cas de sinistre seront supportées intégralement par le ou les responsable(s).

## **ARTICLE 15 - REVERSIBILITÉ DU CONTRAT**

Le Titulaire s'engage à assurer la réversibilité du contrat afin de permettre au Pouvoir Adjudicateur de remplacer le Titulaire du contrat, voire de prendre en charge directement les prestations au terme du contrat et d'anticiper les conséquences du changement.

Le Titulaire a l'obligation de fournir gratuitement et dans les délais fixés par le Pouvoir Adjudicateur les plans, codes, tableaux récapitulatifs, tableaux d'inventaires et tous les documents de gestion en format papier et/ou en version électronique selon qu'il en dispose.

Dans les deux mois avant le terme de l'accord-cadre, le Pouvoir Adjudicateur pourra désigner un expert qui dressera un bilan des installations permettant ainsi de vérifier que le Titulaire a satisfait à l'obligation qui lui est faite de rendre en fin d'exécution de l'accord-cadre l'installation en état normal de fonctionnement et de maintenance. Le cas échéant, le Titulaire effectuera les prestations complémentaires.

## **ARTICLE 16 - RÉSILIATION**

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique et R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Le marché peut également être résilié conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le Titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux, ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

En complément de l'article 41.1 du CCAG-FCS, le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire lorsque ce dernier est soumis au versement de pénalités d'un montant équivalent ou supérieur à 20 % du marché sur l'ensemble de la durée du marché, suite à la mauvaise exécution mais également en cas de problèmes répétés sur un site. Dans ce cas, le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, l'application des différentes pénalités vaudra mise en demeure préalable.

En cas d'interruption du service du Titulaire pendant plus de 72 heures sans accord préalable du représentant du site et/ ou du Pouvoir Adjudicateur, le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du Titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du Titulaire se prolonge pendant plus de 7 jours calendaires à compter de la mise en demeure, le représentant du Pouvoir Adjudicateur peut procéder de plein droit à la résiliation totale ou partielle du marché.

En cas de retard du prestataire notamment pour la planification des interventions réglementaires, ou de retard récurrent, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité sans mise en demeure préalable, de résilier pour faute du Titulaire.

Outre l'absence de remise d'attestation d'assurance, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dont sera Titulaire l'entreprise si elle n'exécute pas son marché dans les conditions prévues aux pièces contractuelles.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS et dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation proportionnelle au montant du restant à exécuter correspondant à une indemnisation de la société au titre du manque à gagner et des autres dépenses (frais généraux, ...) afférente à la période allant de la résiliation du contrat jusqu'à la date initialement convenue de cessation des prestations.

## **ARTICLE 17 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire procéder par un tiers, l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, lorsque les conditions normales d'utilisation des sites sont compromises du fait de la défaillance du Titulaire, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf si le Titulaire peut justifier que des raisons extérieures à son entreprise, s'opposent à la bonne et entière exécution des prestations. Conformément à l'article 45.3 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

Conformément à l'article 45.4 du CCAG-FCS, l'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 18 - CAS DE FORCE MAJEURE ET CONTINUITE DE SERVICE PUBLIC**

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel, le Titulaire est contraint d'assurer un service minimum.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire d'assurer la prestation dans les conditions prescrites suite à un arrêt de travail ou de grève de son personnel, le représentant du Pouvoir Adjudicateur, afin de garantir la continuité de sa mission de service public, se réserve le droit de faire réaliser les prestations par un autre prestataire et ce, jusqu'à rétablissement de la situation par le Titulaire.

Dans ce cas, la personne publique émettra un ordre de service écrit au prestataire saisi. Dès réception de cet ordre, le prestataire pourra exécuter la prestation en lieu et place du Titulaire défaillant. Dans cette hypothèse, le Titulaire est tenu de :

- Payer les pénalités correspondant à la période allant de la date et heure d'ouverture de l'incident jusqu'à la mise à disposition auprès de la personne publique du service équivalent par le prestataire de substitution ;
- De suspendre la facturation liée au service interrompu ;
- Payer, à titre de dédommagement, le double de la différence entre le coût facturé par le prestataire de substitution et le coût contractuel des prestations que le Titulaire aurait dû réaliser pendant la période considérée.

Cette prestation de substitution prendra fin lorsque la reprise du service concerné par le Titulaire aura été dûment constatée.

## **ARTICLE 19 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR**

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à fournir à Sorbonne Université une adresse mail valide pendant toute la durée d'exécution du contrat.

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 11 du présent CCAP. Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP si le Titulaire ne répond pas à la relance du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 20 - CESSION OU NANTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre peut, en tout ou partie, être librement cédé par le Titulaire en application des dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-53 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code de la commande publique, le Président de Sorbonne Université (DA – Bureau Achat Travaux – Boîte courrier 611 - 4, place Jussieu - 75005 PARIS).

## **ARTICLE 21 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifiera sans délai au Pouvoir Adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

## **ARTICLE 22 - DIFFERENDS**

Le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre. Tout différend entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG-FCS, ce mémoire doit être communiqué au Pouvoir Adjudicateur dans le délai d'un mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Le Pouvoir Adjudicateur, ou le Titulaire, peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 et R.2197-15 à R.2197-17 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 23 - DROIT, LANGUE**

En cas de litige qui ne saurait trouver une solution amiable, le droit français est applicable et seuls les tribunaux français sont compétents.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 telle que modifiée, la langue d'exécution du présent accord-cadre est le français, tant à l'écrit qu'à l'oral. Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers et toutes les réunions sont rédigés ou se tiennent en français. Le cas échéant, le Pouvoir Adjudicateur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du Titulaire.

## **ARTICLE 24 - DÉROGATIONS**

<b>Articles du CCAP qui dérogent au CCAG-FCS</b>	<b>Clauses concernées</b>	<b>Articles du CCAG-FCS auxquels il est fait dérogation</b>
5	Modification de l'accord cadre	5.2.2, 6.2 et 7.2
11	Pénalités	14
13.1	Contrôle et admission des prestations	30
14	Assurance	9.2
16	Résiliation	38, 41.2 et 42
22	Différends	46.2

## ANNEXE 1 AU CCAP– FICHE DE CONTACTS

Site	Lieu	Contact
Site de l'échelon universitaire		<b>Direction de la Logistique</b> Madame Gaëlle BELLAMY-MOLINS Mail : <a href="mailto:Gaelle.Bellamy-Molins@admp6.jussieu.fr">Gaelle.Bellamy-Molins@admp6.jussieu.fr</a>  Madame Christine ARRONDEAU Mail : <a href="mailto:christine.arrondeau@sorbonne-universite.fr">christine.arrondeau@sorbonne-universite.fr</a>
		Mme. DONATIEN - tél : 01 44 27 68 90 Mail : <a href="mailto:marie.donatien@sorbonne-universite.fr">marie.donatien@sorbonne-universite.fr</a>
Campus des Cordeliers	15 rue de l'École de Médecine – 75006 Paris	
Sites de la Faculté des Lettres		<b>Direction des Bâtiments et de la Logistique</b>  Monsieur Grégory NIAY Mail : <a href="mailto:gregory.niay@sorbonne-universite.fr">gregory.niay@sorbonne-universite.fr</a>  Monsieur Rachid MOKHTARI Mail : <a href="mailto:v2637@admp6.jussieu.fr">v2637@admp6.jussieu.fr</a>
Sites de la Faculté de Santé		<b>Direction Technique et d'Exploitation</b> Monsieur Catalin SECHILARIU Mail : <a href="mailto:catalin.sechilariu@sorbonne-universite.fr">catalin.sechilariu@sorbonne-universite.fr</a>  Monsieur Joao filipe Salvador Mail : <a href="mailto:joao-filipe.araujo_salvador@sorbonne-universite.fr">joao-filipe.araujo_salvador@sorbonne-universite.fr</a>
Sites de la Faculté des Sciences et Ingénierie		<b>Direction Logistique et Maintenance</b> <b>Monsieur Christophe GARIN</b> Mail : <a href="mailto:christophe.garin@sorbonne-universite.fr">christophe.garin@sorbonne-universite.fr</a>  <b>Monsieur GUILLOT-LE GOFF Mathias</b> Mail : <a href="mailto:Mathias.Guillot-Le_Goff@admp6.jussieu.fr">Mathias.Guillot-Le_Goff@admp6.jussieu.fr</a>  <b>Monsieur LUTCHMAN Desmond</b> Mail : <a href="mailto:Desmond.Lutchman@admp6.jussieu.fr">Desmond.Lutchman@admp6.jussieu.fr</a>  <b>Monsieur DUTENT Christophe</b> Mail : <a href="mailto:Christophe.Dutent@admp6.jussieu.fr">Christophe.Dutent@admp6.jussieu.fr</a>